



DÉCLARATION POLITIQUE

Goma, 12 octobre 2026

DÉCLARATION POLITIQUE

Déclaration politique

Front pour la Refondation de la Nation

Le texte fondateur en douze points : diagnostic de la crise, mission, cinq organes, désignation de la direction et fin de l'Alliance Fleuve Congo.

Les signataires, réunis à Goma · Goma, 12 octobre 2026



Préambule

Les signataires, réunis à Goma les 10 et 11 octobre 2026, ont adopté la présente déclaration politique, datée du 12 octobre 2026. Elle crée le Front pour la Refondation de la Nation et met fin à l'existence de l'Alliance Fleuve Congos. Le Front succède de plein droit à l'AFC.

« Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. » — Article 64 de la Constitution de la République démocratique du Congo

Le diagnostic : un pays en péril

Situation politique

La crise est essentiellement endogène et attribuée à l'irresponsabilité et aux mauvais choix du pouvoir de Kinshasa. La légitimité de ce pouvoir, issu des élections de 2023 considérées comme chaotiques, est niée.

Situation institutionnelle

Le régime est accusé de violer la Constitution, d'instrumentaliser la justice et de procéder à des arrestations et détentions arbitraires visant notamment des officiers, des opposants, des journalistes et des militants des droits de l'homme.

Situation économique

Une « économie de prédation », une dette publique dépassant dix-huit milliards de dollars et l'absence de garantie de la souveraineté productive du pays.

Situation sociale

La République démocratique du Congo figure à nouveau en tête de liste des pays les plus pauvres du monde : plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, la famine chronique, le taux très élevé de mortalité infantile et le chômage frappent des millions de Congolais.

Situation sécuritaire

Le président Félix Tshisekedi est accusé d'avoir choisi la guerre plutôt que la paix, d'avoir recouru à des armées étrangères et à des mercenaires, d'avoir distribué des armes à des civils et d'avoir intégré dans l'armée des éléments des FDLR et des ADF. Le pouvoir est accusé de ne pas être capable de mettre fin aux massacres en Ituri, à Beni et au Lubero.

Situation morale

Les autorités sont accusées de promouvoir des discours de haine et d'exploiter les identités, notamment par la discrimination à l'égard des Tutsis et des Rwandophones.

Cohésion nationale

Le programme de la réconciliation et le processus de consolidation de l'unité nationale ont cédé la place à la promotion des discours de haine, financés et véhiculés par les officiels.

Processus de paix

Les négociations de Doha n'aboutissent pas, faute de volonté politique de Kinshasa. Les engagements souscrits par le pouvoir, notamment le cessez-le-feu et la libération des prisonniers, ne sont pas respectés.

La mission du Front

« Fédérer et coordonner toutes les forces de résistance afin de mettre un terme à la tyrannie, par tous les moyens y compris la force, et de créer un nouveau cap et de nouvelles perspectives à donner au pays, en restaurant les fondamentaux, socles du bon fonctionnement d'une République. »

Les cinq organes

Pour accomplir cette mission, le Front se dote de cinq organes : le Collège des fondateurs, le Conseil de la Révolution, la Présidence et ses vice-présidents, le Comité exécutif, et l'ancrage territorial par sections et cellules.

N°	Organe	Composition
----	--------	-------------

01	Collège des fondateurs	20 membres — porte l'autorité originelle du Front ; secrétaire permanent
02	Conseil de la Révolution	5 membres selon la formule « 4 + 1 » — orientation stratégique et validation des opérations
03	La Présidence	Le président et ses trois vice-présidents — garant de la ligne politique et chef de l'exécutif
04	Comité exécutif	Secrétaire général et secrétaire général adjoint, coordonnateur et coordonnateur adjoint
05	Sections et cellules	Chaîne de terrain : territoires, villes, quartiers et villages

La direction désignée à l'unanimité

En attendant la mise en place complète des structures, les signataires ont désigné à l'unanimité la direction du Front.

Qualité	Nom	Fonction
Président du FRN	Joseph Kabila Kabange	Président de la République honoraire — ancien président de la RDC de 2001 à 2019
Vice-président	Corneille Nangaa Yobeluo	Ancien coordonnateur de l'Alliance Fleuve Congo
Vice-président	Bertrand Bisimwa	Président du Mouvement du 23 mars
Vice-président	Général-Major Emmanuel Sultani Makenga	Chef d'état-major général de l'Armée révolutionnaire congolaise
Secrétaire général	Prof. Freddy Rukema Kaniki	Coordonnateur du Comité exécutif

Secrétaire général adjoint	Benjamin Mbonimpa	Coordonnateur adjoint du Comité exécutif
Secrétaire permanent	Désiré Rukomera Rwigema	Collège des fondateurs

L'appel

Le Front n'ambitionne pas d'obtenir une place dans un système en faillite. Il porte une alternative de refondation nationale. Il ne s'agit pas de remplacer un clan par un autre, mais de reconstruire un État capable de protéger, de rendre justice, de garantir la citoyenneté à tous, de redistribuer équitablement les richesses, d'assurer la réconciliation nationale, de garantir le retour digne des réfugiés ainsi que des exilés politiques et d'associer réellement les provinces aux décisions qui engagent leur avenir.

La crise que traverse la République démocratique du Congo n'est pas un simple différend passager entre des politiciens de tendances opposées. Elle n'est pas non plus que sécuritaire. Elle est à la fois politique, économique, sécuritaire, morale, institutionnelle, sociale et humanitaire. Une véritable menace existentielle qui pèse sur la République en tant qu'État et Nation.

Sources

Références

- [1] Front pour la Refondation de la Nation (12 octobre 2026). Déclaration politique fondatrice, Goma.
- [2] Front pour la Refondation de la Nation (2026). Charte du Front, Goma.
- [3] Front pour la Refondation de la Nation (21 octobre 2026). Présentation de l'organisation aux cadres de base, Goma.
- [4] Joseph Kabila (9 octobre 2026). Adresse à la nation — « Le pays est en péril : ne pas agir, c'est être complice ».
- [w] Site officiel du Front : frn-rdcongo.com



Emblème officiel du Front pour la Refondation de la Nation — Goma, République démocratique du Congo.